Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 398 p.

Alain Ruggiero

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8243>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 291-293

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Alain Ruggiero, « Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 398 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8243>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 398 p.

Alain Ruggiero

- 1 Il a été beaucoup écrit sur l'annexion ou le « rattachement » des deux provinces du royaume de Piémont-Sardaigne, la Savoie et le Comté de Nice, qui rejoignent en 1860 l'ensemble français. Les questions diplomatiques, les débats autour de « l'italianité » de Nice, ou de sa « francité » ont souvent été abordés mais à part quelques études ponctuelles il manquait l'analyse de la progressive intégration du comté dans cet ensemble français. En sept chapitres équilibrés, c'est à cette analyse que s'attache Henri Courrière qui propose à partir de sa thèse soutenue en 2008 de suivre pas à pas les mécanismes de cette intégration politique qui n'allait pas de soi en raison des forces contraires qui s'exerçaient. Il utilise pour cela une masse documentaire variée, allant des rapports des préfets, des procureurs, aux articles de presse, en passant par les ouvrages écrits à l'époque. Les références sont donc particulièrement nombreuses et l'ouvrage comporte plus de 2 000 notes.
- 2 Il n'était pas évident de « changer de patrie », titre du premier chapitre, car sous le regard des membres de la colonie étrangère, dans un premier temps favorable au maintien du *statu quo*, on trouvait à Nice partisans de la France et partisans de l'Italie en construction après que les partisans d'un territoire autonome furent devenus très minoritaires. En cherchant à repérer les différents courants au travers de leurs écrits et de leurs comportements, Henri Courrière reprend de façon détaillée l'histoire de l'annexion de 1860 en apportant des éléments précis sur les différents acteurs au moment où le comté rejoint la France. Le rôle du sénateur Pietri, envoyé spécial de Napoléon III était déjà largement connu mais Henri Courrière fait émerger les

différents rédacteurs et « leaders » d'opinion dans une ville qui apparaît divisée, car c'est essentiellement à Nice que se joue la première phase de l'acceptation de l'annexion. Les résultats électoraux (au scrutin censitaire) qui la précèdent sont majoritairement hostiles à l'annexion et les manifestations des deux bords prennent parfois un tour plus violent. L'auteur montre bien le repositionnement des uns et des autres à partir du moment où le traité de Turin est signé, c'est-à-dire à partir du moment où la phase diplomatique est terminée mais où il reste encore aux anti-annexionnistes l'espoir de voir le plébiscite devant faire approuver par la population le changement de souveraineté fournir une réponse majoritairement négative.

- 3 Henri Courrière montre également le solide encadrement du scrutin, à la mode bonapartiste et le soutien au « oui » apporté par la plupart des curés, notamment dans l'arrière-pays. Votant pour la première fois au suffrage universel, les Niçois donnent une écrasante majorité au « oui » face au « non ».
- 4 Le résultat du vote dans les autres communes est un peu plus nuancé même si le oui l'emporte très largement. Les premières désillusions arrivent cependant assez rapidement dès l'installation de l'administration française plus centralisée et beaucoup plus réglementée que l'administration sarde. De nombreux emplois publics ne correspondent plus à ce qu'il faudrait et curés, instituteurs, fonctionnaires sont laissés pour compte.
- 5 Malgré tout, l'intégration progressive à l'Empire libéral se fait de façon irrésistible dans les premières années qui suivent l'annexion. C'est l'objet du second chapitre qui analyse les différentes modalités de cette intégration mais aussi les résistances et les oppositions, notamment italiennes, à cette nouvelle situation. À la fin des années 1860, les oppositions sont en plein essor aussi bien du côté républicain que du côté du particularisme niçois et les élections d'octobre 1868 sont un échec pour le pouvoir ; le plébiscite du 8 mai 1870 remporte un succès médiocre et fait apparaître la montée des oppositions, ce qu'Henri Courrière montre bien dans le troisième chapitre « la crise du système impérial ». Mais c'est surtout avec la chute de l'Empire et le gouvernement de Défense nationale que les tensions s'exacerbent à la fois parce que les partisans de l'Italie essaient de profiter de l'occasion pour annuler l'annexion et parce que les représentants de l'État font preuve de maladresses successives qui irritent grandement la population et fournissent un terreau favorable à toutes les protestations, ce qui est l'objet du quatrième chapitre dans lequel Henri Courrière essaie de démêler la succession d'événements troubles qui agite la fin de 1870 et l'année 1871 à Nice.
- 6 Partagées entre républicains et parti niçois, les élections législatives de février 1871 apparaissent ainsi comme une possible victoire du comité niçois suivie des troubles de février 1871 marqués par trois journées de manifestations et d'émeutes. Les mesures d'interdiction du *Diritto di Nizza*, de *La Voce di Nizza* qui le remplace, et celles d'expulsions de « meneurs » semblent exagérées pour une partie des Niçois et l'auteur souligne que « pour la population annexée la réaction de l'administration a très clairement renforcé la conscience d'appartenance locale, contre le régime républicain autoritaire ».
- 7 Le premier ralliement à la République se place selon Henri Courrière pendant la présidence de Thiers. Dans cette période de relatif apaisement, les revendications en faveur de l'Italie sont supplantées par un fort particularisme : empêcher que des non-Niçois participent à la vie des communes du comté aux élections municipales d'avril 1871, présenter des candidats « locaux » aux législatives de juillet 1871, argumenter

après le résultat qui leur a été défavorable sur la présence parmi les votants de « Français »...

- 8 Sur fond de rivalités entre républicains et ceux qui sont considérés comme séparatistes et les « malaussenistes », bonapartistes et conservateurs, les élections cantonales d'octobre 1871 ferment en quelque sorte, comme le remarque Henri Courrière, la période ainsi que l'instabilité chronique. Les résultats sont mitigés avec un faible renouvellement du personnel politique local et de nombreux autochtones ont été élus. Après cette succession d'élections, le débat se place essentiellement dans la presse et par des relations qui redeviennent tendues entre préfecture et municipalité. L'auteur met en parallèle les revendications locales avec l'effervescence fédéraliste qui se produit autour de la Commune de Paris.
- 9 Suivant en cela une périodisation qui correspond essentiellement à l'évolution nationale, le chapitre VI intitulé « l'ordre moral » souligne que dans le comté l'ordre moral semble assez modéré alors que les républicains progressent et que les conservateurs se divisent entre bonapartistes et libéraux conservateurs. L'administration se trouve prise entre une presse « française » et la municipalité particulariste de Nice, ce qui limite sa marge de manœuvre et le comté semble encore divisé. Enfin, « la victoire de la République », titre du chapitre VII, démontre comment, à la fois par un choix de candidats plus consensuels, mais qui tous reconnaissent la constitution de 1875, aux élections sénatoriales de janvier 1876 et aux législatives de février et par une acceptation du régime républicain en place, certes conservateur, l'intégration du comté au sein de l'ensemble français semble mieux assurée. De plus, le mélange des genres dans les soutiens aux candidats, comme par la suite pour les élections cantonales, brouille l'opposition entre « Français » et « Niçois » : les soutiens se font davantage en fonction des partis, républicains ou conservateurs, bien qu'être né dans le comté soit toujours un critère important. Les élections municipales de janvier 1878 marquent bien cette tendance : elles sont remportées par la gauche, « l'aile la plus démocratique du parti "italo-niçois" [ayant fait] alliance avec le parti "républicain-français" ». Henri Courrière analyse ensuite les divers signes d'adhésion à la République, manifestations diverses, toasts, banquets républicains surtout à partir de 1878. L'invalidation du duc Decazes élu dans l'arrondissement de Puget-Théniers aux dernières législatives ouvre la voie à l'élection d'un nouveau député républicain, Recipon, choisi par les deux ténors du département : Chiris et Borriglione. Malgré ces victoires, les résistances restent fortes, tant du côté des conservateurs que de celui des particularistes les plus acharnés. Il n'en reste pas moins que les différentes élections ont participé activement au processus de nationalisation de la politique.
- 10 Ce livre, particulièrement détaillé, qui situe de façon aussi précise que les sources le permettent tous les acteurs de cette intégration progressive au sein de la Nation française va rapidement devenir indispensable pour comprendre les suites du changement de souveraineté en 1860 et plus généralement l'histoire de la période dans le comté de Nice.

AUTEUR

ALAIN RUGGIERO

Université Nice Sophia Antipolis

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC)